

SUIVI DE LA CONVENTION D'ASSURANCE CHOMAGE 2014

Juillet 2019



Indicateurs au 4^e trimestre 2018

Cette note vise à suivre la mise en œuvre des règles d'assurance chômage. Les évolutions apportées par la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 avaient pour vocation une meilleure sécurisation des parcours professionnels, un accroissement du retour à l'emploi et une amélioration du solde de l'Assurance chômage (*Annexe 1*).

Dans le cadre de l'évaluation de cette convention, des indicateurs permettent de suivre au fil de l'eau la mise en œuvre et la montée en charge des règles. Notons que les effets de certaines règles de la convention 2017 sont à présent observables dans les indicateurs présentés ici.

Avertissements :

- Les données pour le 4^{ème} trimestre 2018 sont provisoires.
- Les données produites étant brutes, il convient de privilégier les comparaisons annuelles.

Synthèse

La proportion de rechargements parmi les droits ouverts est relativement stable sur l'ensemble de l'année 2018 : 20 % au 4^{ème} trimestre. Cependant, les rechargements ouverts après un autre rechargement poursuivent leur hausse au 4^{ème} trimestre 2018. Il en est de même pour les ouvertures de droits d'option (26 000 au T4 2018 contre 23 000 au T4 2017), qui représentent 6 % de l'ensemble des admissions.

Au 4^{ème} trimestre 2018, le taux de couverture des demandeurs d'emploi par l'Assurance chômage poursuit sa progression et atteint 61 %. Cette évolution est certainement à relier à l'amélioration de la conjoncture, à la possibilité de rechargements successifs et à l'exercice de plus en plus fréquent d'activités rémunérées en cours de droit.

Les effectifs d'allocataires qui entrent en indemnisation avec un différé spécifique ont reculé depuis le début 2018 : -7 000 entrées au T3 2018 par rapport par au T3 2017 (-11 %). Cette évolution est très probablement une des conséquences de la loi Travail qui revalorise les indemnités légales de licenciement et donc mécaniquement réduit les indemnités supra-légales, base de calcul des différés spécifiques.

La sur-contribution des CDD d'usage de moins de 3 mois (tous secteurs) s'est terminée au 31 mars 2019. Le montant collecté au 1^{er} trimestre 2019 était de 4,6 millions d'euros.

Enfin, les premiers effets de la convention 2017 sont perceptibles à travers certains indicateurs :

- Le montant journalier moyen des rechargements est à la baisse, en lien certainement avec le changement par la convention 2017 du calcul de l'allocation journalière.
- La durée moyenne du différé spécifique baisse, à la suite de l'abaissement du plafond du différé de 180 à 150 jours et de la modification de la formule de calcul du différé.

Montée en charge des rechargements terminée, mais plus de rechargements successifs

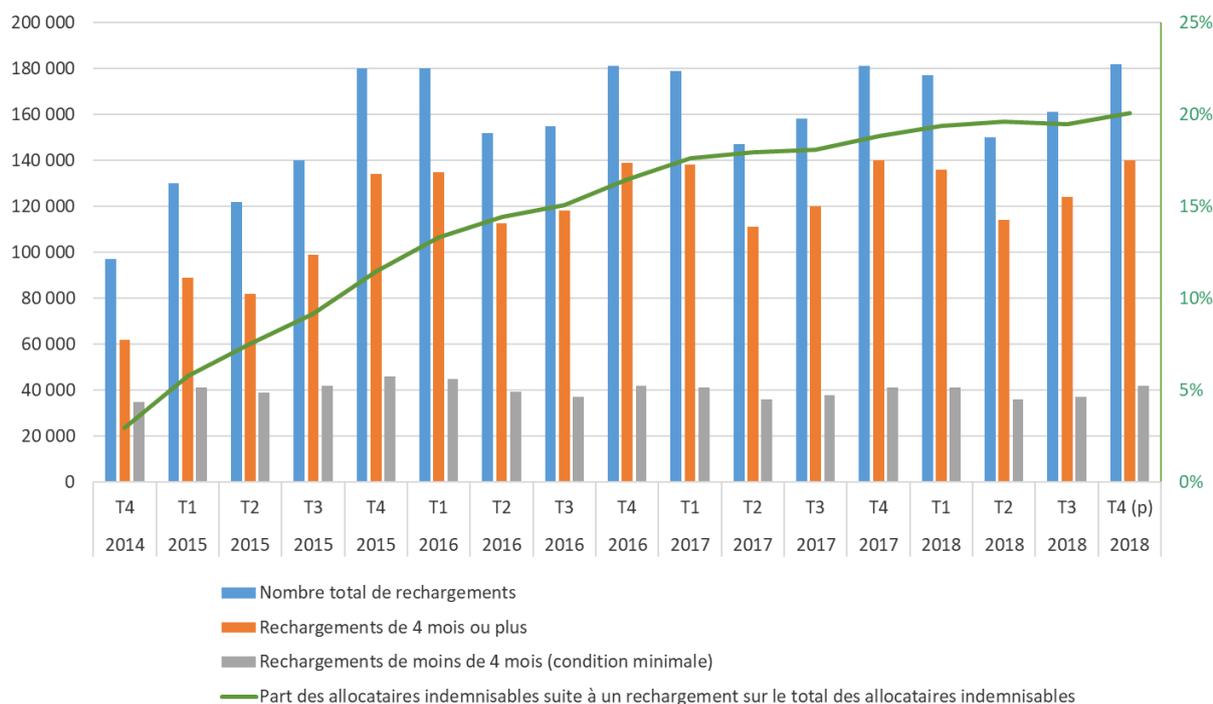
La montée en charge des rechargements semble être terminée :

- ▶ Le nombre de rechargements au 4^{ème} trimestre 2018 est du même ordre qu'un an auparavant et s'établit à 182 000, soit environ 61 000 par mois (*Graphique 1*). Ainsi, la proportion de droits rechargés parmi les droits ouverts augmente de moins en moins vite et est stabilisée autour de 20 %.
- ▶ Près d'un quart des rechargements correspond à des rechargements pour des droits de moins de 4 mois.

La part des **rechargements ouverts après un autre rechargement** a poursuivi sa progression jusqu'à 39 % au T4 2018, soit 4 points de plus qu'un an auparavant. 71 000 allocataires ont ainsi bénéficié d'un rechargement à la suite d'un précédent rechargement au 4^{ème} trimestre 2018 (*cf. tableau détaillé en fin de document*).

La **durée moyenne des rechargements** est stable depuis mi-2016 (10 mois). En revanche, le montant journalier moyen des rechargements semble à la baisse, en lien avec le changement par la convention 2017 du calcul de l'allocation journalière avec le décompte des jours travaillés¹ (*Graphique 2*).

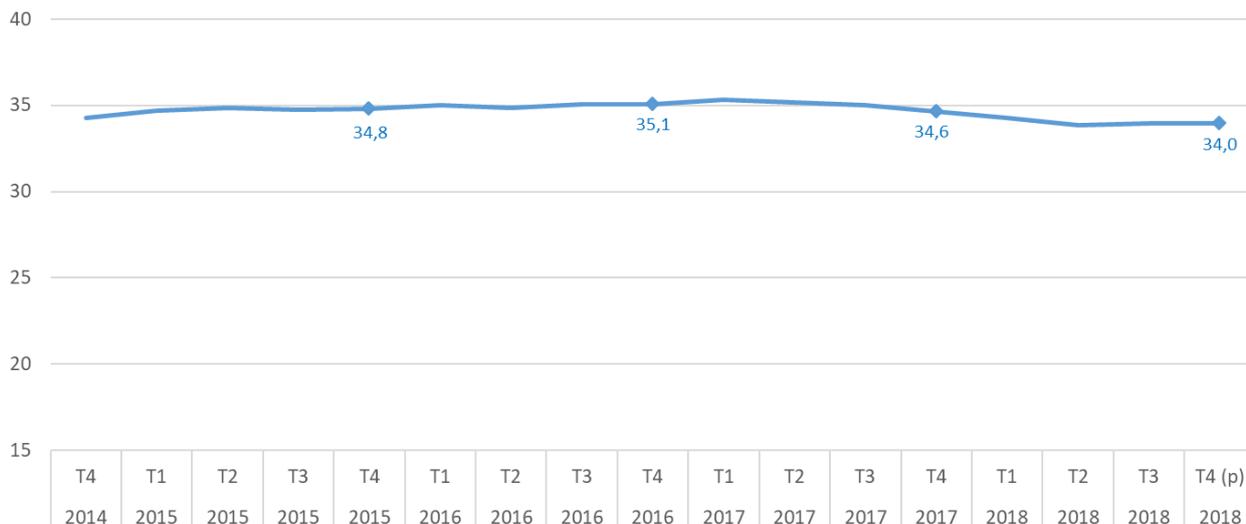
GRAPHIQUE 1 - NOMBRE DE RECHARGEMENTS



Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes
 Champ : rechargements. France, hors Mayotte.

¹ Pour calculer le salaire journalier de référence, qui sert de base de calcul à l'allocation journalière, on divisait auparavant la somme des salaires et primes des 12 derniers mois (salaire de référence) par le nombre de jours sous contrat dans cette même période. Cependant, cela donnait lieu à certaines situations inéquitables : à salaires et volumes de travail identiques, les allocations versées aux personnes ayant occupé des emplois très courts étaient différentes de celles versées après des contrats longs. Pour mettre fin à ces inéquités, une nouvelle formule du salaire de référence a été mise en place au 1^{er} novembre 2017. Le diviseur correspond désormais à 1,4 fois le nombre de jours travaillés. Une semaine civile sous contrat équivaut à 5 jours travaillés.

GRAPHIQUE 2 – MONTANT DE L'ALLOCATION JOURNALIERE DES RECHARGEMENTS

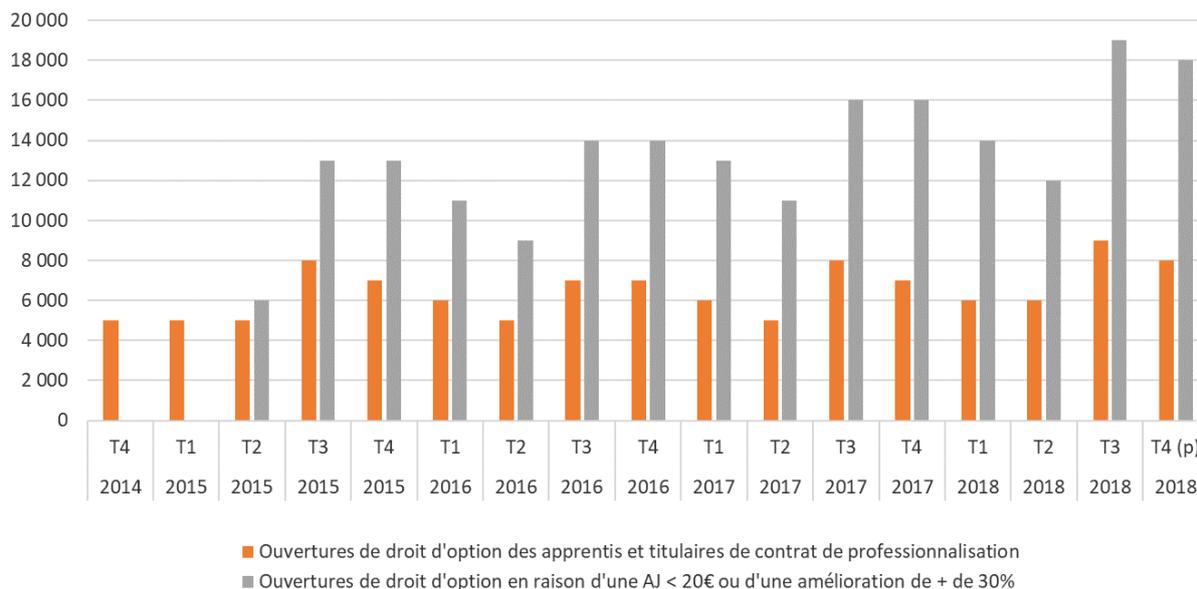


Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : rechargements, France, hors Mayotte.

Concernant le droit d'option, **le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter** (26 000 entrants au T4 2018 contre 23 000 au T4 2017), ce qui peut indiquer que le nombre de personnes éligibles à ce droit d'option augmente chaque trimestre² ou que le taux de recours augmente (*Graphique 3*).

GRAPHIQUE 3 - OUVERTURES DE DROIT D'OPTION



Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : ouvertures de droit d'option. France, hors Mayotte.

² Pour rappel, nous n'avons pas la possibilité d'évaluer la population éligible au droit d'option. Cf. Unédic, « Le droit d'option », *Eclairages*, octobre 2018, <https://www.unedic.org/publications/le-droit-doption>

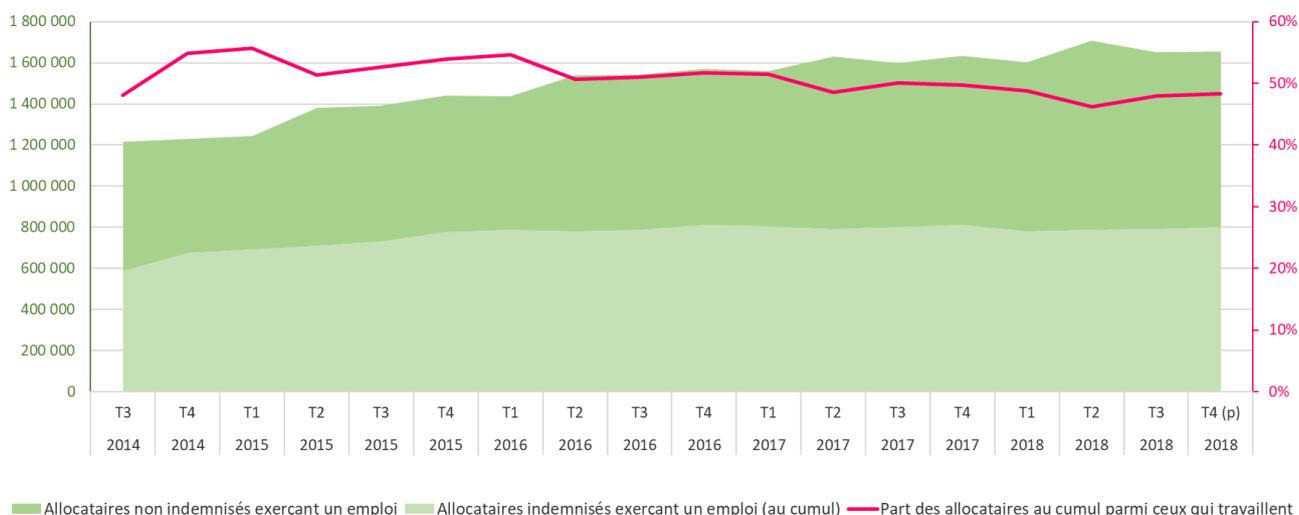
Moins d'allocataires indemnisés parmi les allocataires qui travaillent

Au 4^{ème} trimestre 2018, en moyenne, chaque mois environ **1,7 million d'allocataires travaillent**. Sur un an, la progression de cet effectif a ralenti (+1 % entre 2017 et 2018 par rapport à +4 % entre 2016 et 2017) et la part des allocataires qui travaillent parmi les indemnisables est restée stable (*Graphique 4*).

Depuis 2014, l'augmentation du nombre d'allocataires en emploi est principalement portée par ceux qui travaillent l'équivalent d'un temps plein (35 % des allocataires qui travaillent au T4 2018) ou au moins un mi-temps (38 % au T4 2018). Le nombre de ceux qui travaillent 74 heures ou moins dans le mois est en revanche assez stable sur la période (28 % au T4 2018) (*Graphique 5*).

Les allocataires au cumul représentent 48 % des allocataires qui travaillent au 4^{ème} trimestre 2018. Fin 2014, cette part avait fortement augmenté du fait de la suppression des seuils de cumul. Elle a ensuite continûment baissé, en lien avec la proportion croissante d'allocataires travaillant au moins à mi-temps (moins fréquemment indemnisés). Entre le T4 2017 et le T4 2018, la part des allocataires au cumul a encore baissé de -1,4 point, malgré la quasi-stabilité de la part des activités de plus de 75 heures. Cela montre les premiers effets de la convention 2017. Pour rappel, deux changements de règles influent sur cette part : le changement du calcul de l'allocation journalière avec le décompte des jours travaillés³ et la modification du calcul du nombre de jours indemnisés au cumul (arrondi au plus juste plutôt qu'au plus favorable ce qui a pour impact de diminuer légèrement le nombre de jours moyens indemnisés) (*Graphique 4*).

GRAPHIQUE 4 – LES ALLOCATAIRES QUI TRAVAILLENT, AU CUMUL OU NON

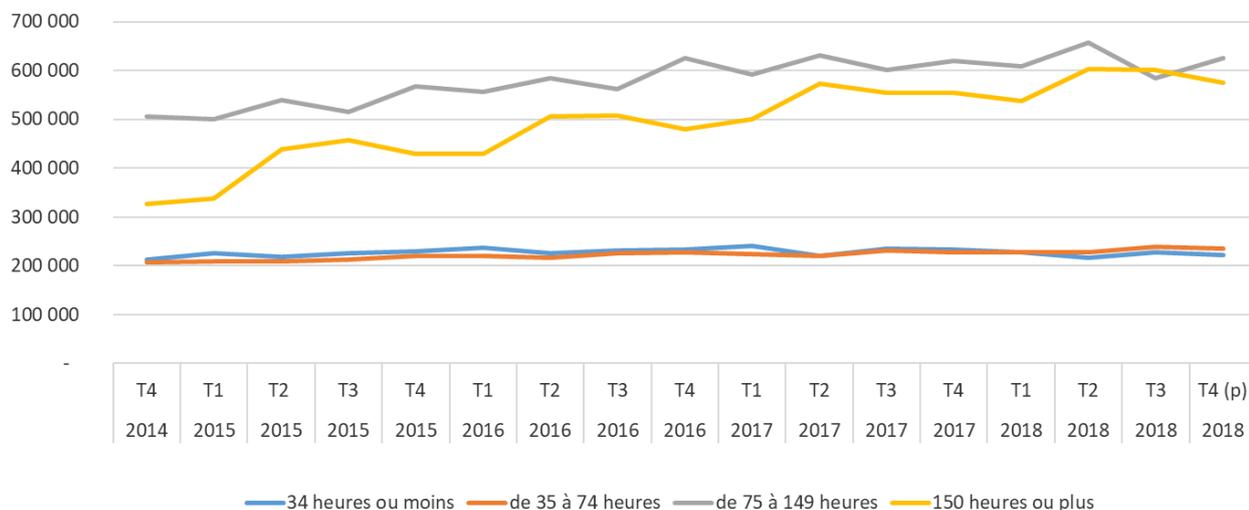


Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : allocataires indemnisables en fin de mois, en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10. France, hors Mayotte.

³ La convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 modifie le montant d'allocation et la durée d'indemnisation des salariés dont l'activité professionnelle se caractérise par une succession de contrats de quelques heures ou de quelques jours. Dans un souci d'équité, ils bénéficieront désormais d'une allocation équivalente (en montant comme en durée) aux autres demandeurs d'emploi, qui ont perdu un ou plusieurs emplois allant d'une semaine civile à plusieurs années.

GRAPHIQUE 5 - REPARTITION DES ALLOCATAIRES QUI TRAVAILLENT SELON LA DUREE TRAVAILLEE PAR MOIS



Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : allocataires indemnisables en fin de mois, en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10. France, hors Mayotte.

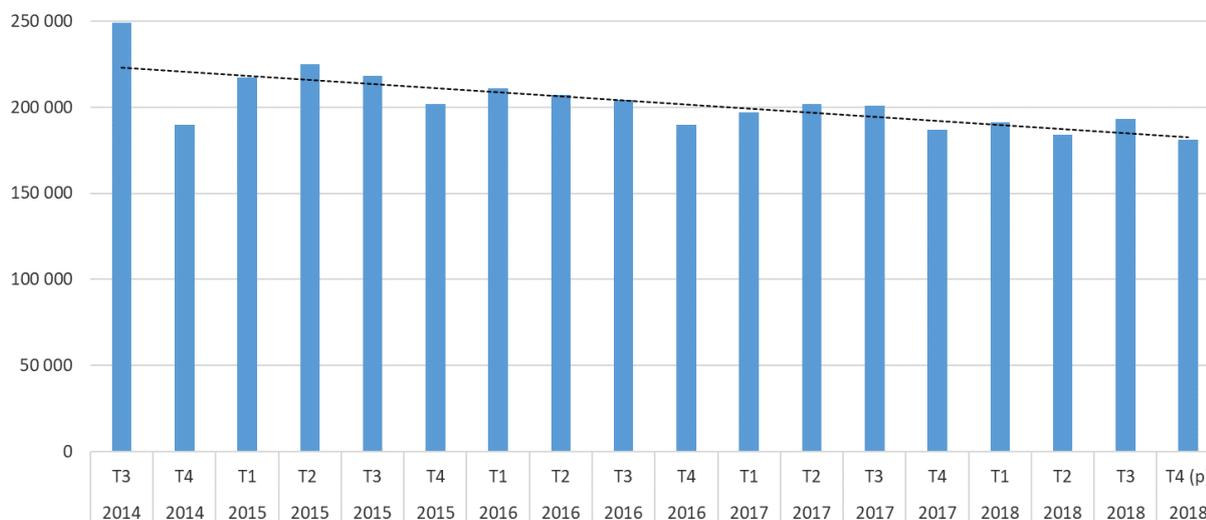
Le nombre d'allocataires arrivant en fin de droit toujours en baisse

Le nombre d'allocataires arrivant en fin de droit est plus faible qu'avant la convention 2014 (Graphique 6), en lien avec les évolutions réglementaires intervenues fin 2014 : rechargements à l'épuisement du droit⁴ et consommation des droits plus lente du fait des règles de cumul. D'une part, la durée des droits est allongée (les fins de droit se produisent plus tard), d'autre part le risque d'atteindre la fin de droit diminue car les allocataires retrouvent alors plus souvent un emploi en période d'indemnisation, avant d'atteindre la fin de leur droit.

Après 2015, cette baisse s'est poursuivie de manière plus atténuée grâce à un effet conjoncturel (plus de reprises d'emploi en cours de droit) : au 4^{ème} trimestre 2018, environ 181 000 allocataires sont arrivés en fin de droit, soit 6 000 de moins qu'au 4^{ème} trimestre 2017.

⁴ La forte baisse des fins de droit au 4^{ème} trimestre 2014 illustre l'entrée en vigueur des droits rechargeables.

GRAPHIQUE 6 – NOMBRE D'ALLOCATAIRES ARRIVANT EN FIN DE DROIT



Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10, sortants d'indemnisation. France, hors Mayotte.

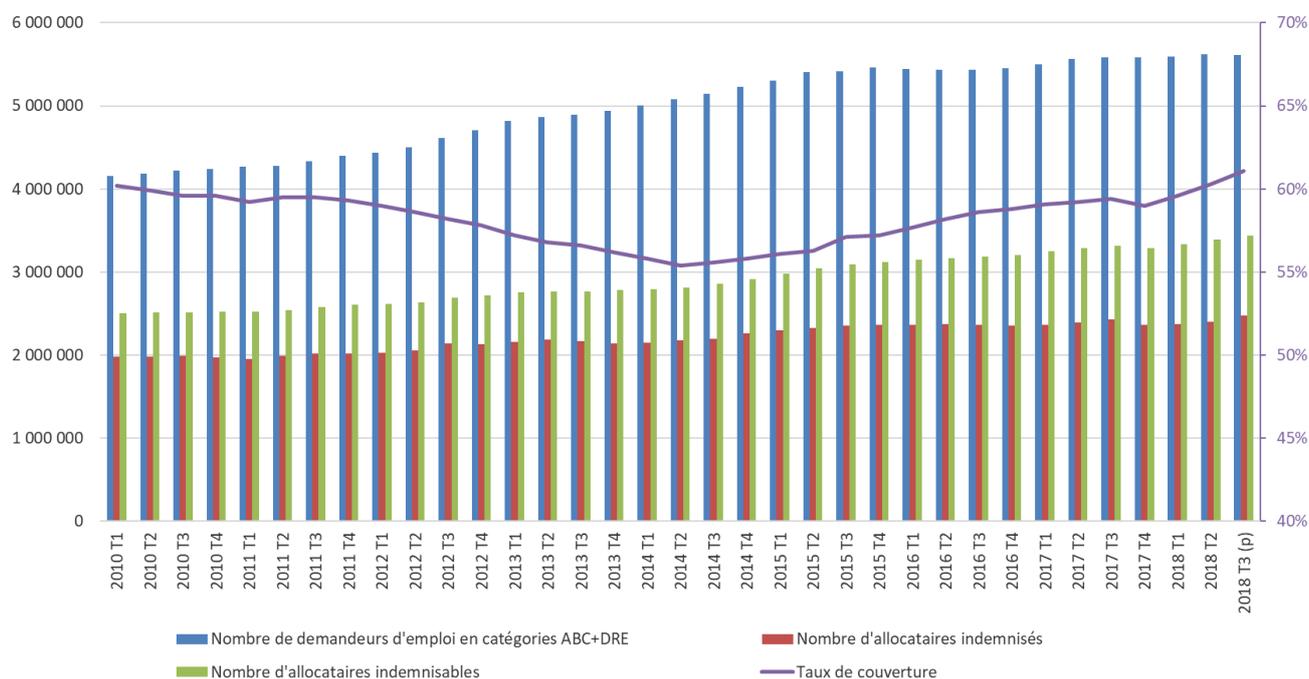
Le taux de couverture atteint 61 % à fin octobre 2018

Le taux de couverture correspond à la part des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B ou C, ou dispensés de recherche d'emploi (DRE), qui sont indemnisables, c'est-à-dire qui ont un droit ouvert à l'Assurance chômage.

Ce taux de couverture s'établit à 61 % fin octobre 2018, dépassant le niveau de 2010 (*Graphique 7*).

Dans un contexte conjoncturel défavorable, le taux de couverture avait continûment diminué de 60 % début 2010 à 55 % mi 2014. Il était en effet devenu plus difficile pour les demandeurs d'emploi d'atteindre la condition d'emploi minimale de 4 mois permettant l'ouverture d'un droit à l'Assurance chômage, et pour les allocataires de l'Assurance chômage de retrouver un emploi avant d'arriver en fin de droit. Cette tendance s'est inversée depuis le 3^{ème} trimestre 2014. **Cette évolution semble pouvoir être attribuée, au moins pour partie, dans un contexte économique légèrement plus favorable par ailleurs, aux règles de la convention 2014 qui ont pour conséquence d'allonger les droits.**

GRAPHIQUE 7 - TAUX DE COUVERTURE ET EFFECTIFS DE DEMANDEURS D'EMPLOI ET D'ALLOCATAIRES



Source : Pôle emploi, FNA, FHS. Données CVS.

Champ : France métropolitaine.

Le nombre d'entrants avec des différés spécifiques toujours en baisse

A l'automne 2017, deux changements réglementaires sont venus modifier les différés spécifiques d'indemnisation quasi simultanément :

- ▶ **La loi Travail de septembre 2017 a revalorisé l'indemnité légale de licenciement** : +25 % pour les salariés de 10 ans d'ancienneté au plus, et revalorisation plus faible pour les autres salariés (par exemple, +7 % pour un individu ayant 25 ans d'ancienneté). Il s'en est suivi une baisse du montant de l'indemnité supra-légale versée par les employeurs. En effet, pour calculer le montant de l'indemnité supra-légale, il faut retirer au montant de l'indemnité totale perçue le montant de l'indemnité légale.
- ▶ **La convention d'Assurance chômage de 2017** introduit de nouvelles modalités de calcul du différé spécifique : **l'abaissement du plafond** de 180 à 150 jours et **l'indexation du diviseur**⁵.

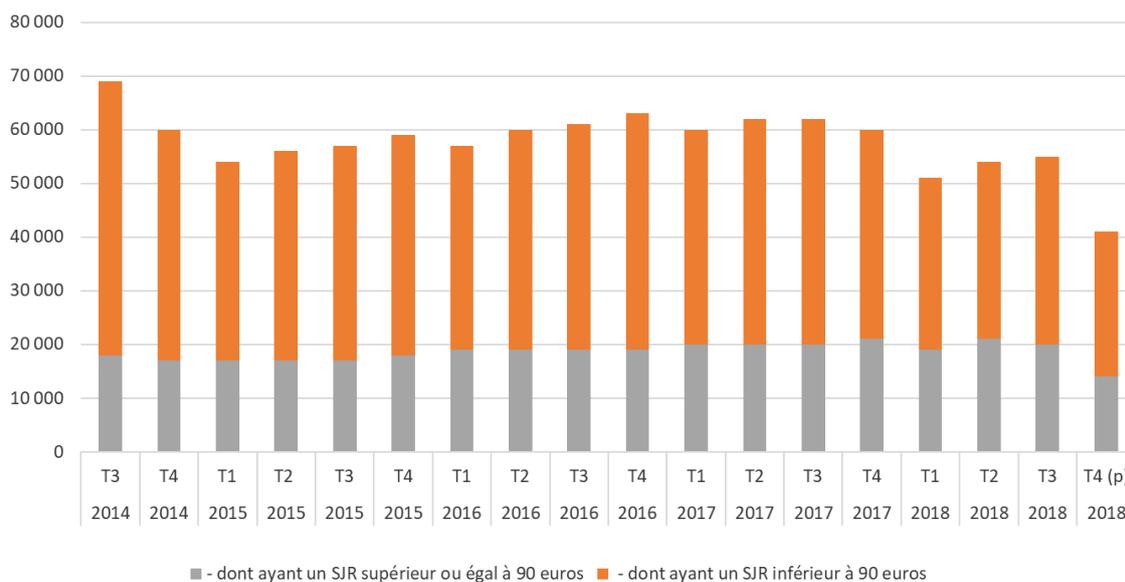
Notons qu'au 4^{ème} trimestre 2018, le nombre d'allocataires ayant des SJR élevés (supérieurs à 90 €), entrant en indemnisation avec un différé, a baissé d'un tiers par rapport au 4^{ème} trimestre 2017. Cette réduction peut paraître surprenante à première vue ; elle ne semble pas liée aux mesures de la loi Travail et de la convention 2017. Nous verrons si elle se confirme sur les prochains trimestres⁶. Par conséquent, nous commentons les chiffres du T3 2018, dont le recul est suffisant (*Graphique 8*).

⁵ Pour rappel, le différé lié aux indemnités de rupture, appelé différé spécifique, est calculé comme suit : indemnités supra légales ÷ diviseur. Le diviseur, qui était passé de 90 à 91,3 en 2017, est désormais indexé sur l'évolution du plafond annuel du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale. Le diviseur du différé spécifique est ainsi fixé à 94,4 pour l'année 2019. Il était de 92,6 pour l'année 2018.

⁶ La donnée pourrait être révisée à la hausse avec davantage de recul, si certaines personnes ayant un différé long tardent à s'inscrire à Pôle emploi.

Au 3^{ème} trimestre 2018, environ 55 000 allocataires entrant en indemnisation ont un différé spécifique lié à la perception d'indemnités supra-légales, soit 7 000 de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2017 et ce, malgré l'augmentation du nombre total d'allocataires indemnisés. Cette baisse provient quasi-uniquement des allocataires ayant un SJR inférieur à 90 €, en lien avec la modification du code du travail. Effectivement, en augmentant substantiellement les indemnités légales de licenciement des individus ayant peu d'ancienneté, la nouvelle réglementation a mécaniquement réduit, voire supprimé, le montant des indemnités supra-légales des individus avec des SJR faibles.

GRAPHIQUE 8 – NOMBRE D'ENTRANTS AYANT PERÇU DES INDEMNITES SUPRA LEGALES DE RUPTURE



Source : FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes

Champ : Ouvertures de droits avec indemnités supra-légales. France, hors Mayotte.

Fin de la sur-contribution pour CDD d'Usage

La sur-contribution pour les CDD d'usage de moins de 3 mois (+0,5 % de cotisation employeur), tous secteurs confondus, s'est terminée au 31 mars 2019.

Le montant collecté chaque trimestre pour cette sur-contribution était de 4,6 millions d'euros au T1 2019.

Tableau de suivi de la convention d'Assurance chômage 2014

N° indic.	Intitulé	Mesure	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	Population	Source	Champ	Précision	Recul nécessaire
Couverture		Mesure																	(p)						
1	Taux de couverture	%	55,5	55,7	56,3	56,4	57,0	57,0	57,8	58,4	58,5	59,6	59,1	59,3	59,3	59,0	59,6	60,3	61,1		encours en fin de mois	Pôle emploi, Fichier National des Allocataires (FNA) et Fichier Historique Statistique (FHS)	France métropolitaine. Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ou dispensés de recherche d'emploi	à 0,1 pt près	3 à 6 mois
Indicateurs de cadrage																				(p)					
2	Allocataires indemnisés	milliers	2 414	2 490	2 539	2 559	2 601	2 622	2 641	2 660	2 654	2 669	2 685	2 695	2 698	2 661	2 671	2 691	2 732	2 757	encours en fin de mois	Pôle emploi, données cvs	France entière, hors Mayotte. Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors Annexes 8 et 10	Arrondi à 1 pt près quand il s'agit d'une part	Faible (1 mois)
3	Montant moyen brut d'allocation, en euros	euros	37,22	36,88	36,79	37,14	36,84	37,61	36,96	37,35	37,25	37,26	37,51	37,96	37,99	37,88	38,02	38,41	38,44	38,32		Calculs Unédic, FNA, données exhaustives			
4	Nombre de demandeurs d'emploi restés 12 mois en catégorie A pendant les 15 derniers mois parmi les demandeurs d'emploi de catégorie ABC	milliers	1 439	1 469	1 467	1 481	1 540	1 565	1 542	1 513	1 528	1 523	1 477	1 440	1 479	1 483	1 457	1 432	nd		Pôle emploi	Définition tripartite			

N° indic.	Intitulé	Mesure	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)
Droits rechargeables																				
5	Admissions	nombre	694 000	474 000	393 000	353 000	525 000	450 000	378 000	333 000	508 000	426 000	378 000	341 000	501 000	423 000	399 000	360 000	517 000	444 000
	Rechargements (1) = (2)+(3)	nombre		97 000	130 000	122 000	140 000	180 000	180 000	151 800	155 000	181 000	179 000	147 000	158 000	181 000	177 000	150 000	161 000	182 000
	-dont rechargements d'un droit ≥ 4 mois (2)	nombre		62 000	89 000	82 000	99 000	134 000	135 000	112 540	118 000	139 000	138 000	111 000	120 000	140 000	136 000	114 000	124 000	140 000
	-dont rechargements d'un droit < 4 mois (condition minimale) (3)	nombre		35 000	41 000	39 000	42 000	46 000	45 000	39 260	37 000	42 000	41 000	36 000	38 000	41 000	41 000	36 000	37 000	42 000
	-dont rechargements suite à un rechargement	nombre		n.s.	n.s.	6 000	12 000	26 000	32 000	32 000	34 000	49 000	50 000	42 000	49 000	63 000	62 000	52 000	58 000	71 000
	Part des rechargements suite à un rechargement	%				5%	9%	14%	18%	21%	22%	27%	28%	29%	31%	35%	35%	35%	36%	39%
	Reprises (Interruption d'une journée sans inscription et reprise du reliquat de droit antérieur)	nombre		283 000	220 000	220 000	270 000	275 000	237 000	238 000	323 000	307 000	254 000	255 000	320 000	317 000	267 000	278 000	342 000	331 000
5 bis	Part des allocataires indemnisables suite à un rechargement sur le total des allocataires indemnisables	%		3%	6%	8%	9%	11%	13%	14%	15%	16%	18%	18%	18%	19%	19%	20%	19%	20%
6	Ouvertures de droit d'option des apprentis et titulaires de contrat de professionnalisation	nombre		5 000	5 000	5 000	8 000	7 000	6 000	5 000	7 000	7 000	6 000	5 000	8 000	7 000	6 000	6 000	9 000	8 000
	Ouvertures de droit d'option en raison d'une AJ ≤ 20€ ou d'une amélioration de + de 30%	nombre		n.s.	n.s.	6 000	13 000	13 000	11 000	9 000	14 000	14 000	13 000	11 000	16 000	16 000	14 000	12 000	19 000	18 000
6bis	Ouvertures de droit suite à activité conservée	nombre		8 000	15 000	10 000	37 000	13 000	11 000	9 000	35 000	11 000	10 000	9 000	29 000	11 000	11 000	10 000	30 000	11 000
7	Montant journalier moyen des rechargements	euros		34,25	34,70	34,88	34,74	34,78	35,04	34,85	35,05	35,06	35,32	35,19	35,03	34,63	34,29	33,86	33,95	33,98
	Durée moyenne rechargée	jours		203	233	249	264	277	286	296	310	307	314	315	319	311	310	313	324	310
	Durée moyenne du droit épuisé	jours		338	343	350	349	336	345	364	361	347	358	369	363	352	356	380	372	357

Source : Calculs Unédic, FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes.

Champ : France entière, hors Mayotte. Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10.

N° indic.	Intitulé		2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)
Cumul allocation / salaire																				
8	Allocataires exerçant un emploi (1) = (2) +(3)	nombre	1 218 000	1 230 000	1 244 000	1 380 000	1 391 000	1 440 000	1 438 000	1 539 000	1 544 000	1 570 000	1 560 000	1 630 000	1 599 000	1 634 000	1 601 000	1 706 000	1 651 000	1 656 000
	Part des personnes en activité conservée parmi les allocataires exerçant un emploi	%	11%	12%	12%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%
9	Allocataires indemnisés exerçant un emploi (au cumul) (2)	nombre	585 000	674 000	692 000	710 000	732 000	777 000	786 000	779 000	787 000	812 000	803 000	791 000	801 000	812 000	781 000	788 000	791 000	800 000
	- dont annexe 4	nombre	186 000	139 000	134 000	127 000	135 000	137 000	135 000	128 000	134 000	134 000	131 000	122 000	131 000	118 000	99 000	80 000	70 000	54 000
	- dont allocataires ayant des revenus supérieurs à 70% des rémunérations antérieures ou excédant 110h par mois (hors annexe 4)	nombre	33 000	142 000	156 000	187 000	200 000	223 000	226 000	248 000	250 000	269 000	259 000	273 000	277 000	288 000	269 000	295 000	298 000	318 000
10	Allocataires non indemnisés exerçant un emploi (3)	nombre	632 000	555 000	552 000	670 000	659 000	663 000	651 000	760 000	756 000	757 000	758 000	840 000	798 000	822 000	820 000	918 000	860 000	856 000
	- dont annexe 4	nombre	96 000	136 000	131 000	163 000	148 000	152 000	141 000	169 000	161 000	164 000	161 000	182 000	165 000	175 000	155 000	154 000	118 000	107 000
11	Durée moyenne travaillée par allocataire exerçant un emploi	heures	99	97	96	102	102	100	100	109	109	109	110	116	113	113	114	118	116	115
	Durée moyenne travaillée par allocataire au cumul	heures	66	69	68	72	72	73	72	80	80	83	82	85	85	86	86	88	86	89
	Durée moyenne travaillée par allocataire non indemnisé, exerçant un emploi	heures	130	130	131	135	136	132	133	138	139	136	140	144	142	140	142	144	143	140
12	Part des allocataires au cumul parmi les allocataires exerçant un emploi	%	48,1%	54,8%	55,7%	51,4%	52,6%	54,0%	54,7%	50,6%	51,0%	51,7%	51,5%	48,5%	50,1%	49,7%	48,8%	46,2%	47,9%	48,3%
13	Part des allocataires exerçant un emploi, indemnisés 0 jour dans le mois	%	51,9%	45,2%	44,3%	48,6%	47,4%	46,1%	45,3%	49,4%	49,0%	48,3%	48,6%	51,5%	49,9%	50,3%	51,2%	53,8%	52,1%	51,7%
	Part des allocataires exerçant un emploi, indemnisés 1 à 4 jours dans le mois	%	3,7%	7,5%	7,7%	7,6%	7,8%	8,0%	7,9%	8,1%	7,9%	8,0%	8,0%	8,0%	7,8%	7,8%	7,7%	7,6%	7,3%	7,3%
	Part des allocataires exerçant un emploi, indemnisés 5 à 10 jours dans le mois	%	5,9%	10,7%	10,8%	10,6%	10,6%	11,1%	11,2%	10,8%	10,5%	11,1%	10,8%	10,5%	10,4%	10,6%	10,5%	10,0%	9,9%	10,3%
	Part des allocataires exerçant un emploi, indemnisés 11 à 20 jours dans le mois	%	16,9%	17,1%	17,3%	15,7%	16,0%	16,5%	16,6%	15,1%	15,5%	15,6%	15,3%	14,3%	15,2%	14,7%	14,4%	13,3%	14,0%	13,9%
	Part des allocataires exerçant un emploi, indemnisés plus de 20 jours dans le mois	%	21,5%	19,5%	19,8%	17,5%	18,3%	18,3%	18,8%	18,8%	16,5%	17,1%	17,1%	17,3%	15,8%	16,7%	16,5%	16,1%	15,3%	16,8%

Source : Calculs Unédic, FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes.

Champ : France entière, hors Mayotte. Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10.

N° indic.	Intitulé		2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)
	Cumul allocation / salaire																			
13 bis	Part des allocataires travaillant moins de 35 heures inclus	%	18,0%	17,9%	18,5%	16,3%	16,9%	16,9%	17,5%	15,1%	15,5%	15,1%	15,8%	13,5%	14,4%	14,2%	14,2%	12,7%	13,7%	13,4%
	Part des allocataires travaillant entre 35 à 74 heures inclus	%	16,5%	16,7%	16,8%	15,1%	15,7%	15,6%	15,8%	14,4%	15,0%	14,8%	14,6%	13,4%	14,3%	14,0%	14,2%	13,4%	14,5%	14,1%
	Part des allocataires travaillant entre 75 à 149 heures inclus	%	37,2%	41,5%	40,4%	39,4%	37,4%	40,3%	39,6%	38,7%	37,4%	40,2%	37,9%	38,3%	37,2%	38,0%	38,0%	38,5%	35,4%	37,8%
	Part des allocataires travaillant 150 heures et plus	%	28,3%	23,9%	24,3%	29,2%	30,1%	27,2%	27,1%	31,8%	32,1%	29,9%	31,7%	34,8%	34,1%	33,8%	33,6%	35,4%	36,4%	34,7%
	Part des allocataires indemnisés travaillant moins de 35 heures inclus	%	31,2%	28,8%	29,7%	27,9%	28,2%	27,7%	28,5%	26,3%	26,5%	25,5%	27,1%	24,6%	25,2%	25,0%	25,2%	23,7%	24,5%	23,8%
	Part des allocataires indemnisés travaillant entre 35 à 74 heures inclus	%	26,5%	24,3%	24,7%	23,7%	24,0%	22,9%	23,2%	22,4%	23,0%	22,0%	22,3%	22,0%	22,5%	22,0%	22,9%	22,7%	23,6%	22,5%
	Part des allocataires indemnisés travaillant entre 75 à 149 heures inclus	%	33,9%	40,0%	38,1%	39,5%	38,0%	39,5%	38,4%	38,5%	37,1%	38,5%	36,2%	38,1%	36,3%	36,6%	35,5%	36,5%	33,8%	35,5%
	Part des allocataires indemnisés travaillant 150 heures et plus	%	8,4%	6,9%	7,5%	8,9%	9,7%	9,8%	9,9%	12,8%	13,4%	13,9%	14,4%	15,3%	15,9%	16,3%	16,3%	17,2%	18,0%	18,3%
	Part des allocataires non indemnisés travaillant moins de 35 heures inclus	%	5,6%	4,2%	4,2%	3,7%	4,2%	4,0%	4,3%	3,8%	4,0%	3,9%	3,7%	3,0%	3,5%	3,4%	3,7%	3,3%	3,8%	3,7%
	Part des allocataires non indemnisés travaillant entre 35 à 74 heures inclus	%	7,0%	7,0%	6,6%	5,8%	6,3%	6,7%	6,8%	6,3%	6,7%	7,1%	6,6%	5,3%	6,0%	6,1%	6,0%	5,4%	6,1%	6,4%
	Part des allocataires non indemnisés travaillant entre 75 à 149 heures inclus	%	40,3%	43,3%	43,4%	39,4%	36,7%	41,3%	41,1%	38,8%	37,7%	42,0%	39,8%	38,5%	38,1%	39,5%	40,3%	40,3%	36,8%	39,9%
	Part des allocataires non indemnisés travaillant 150 heures et plus	%	47,0%	45,5%	45,9%	51,1%	52,9%	48,0%	47,8%	51,2%	51,6%	47,0%	49,9%	53,2%	52,4%	51,1%	50,0%	51,0%	53,2%	50,0%

Source : Calculs Unédic, FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes.

Champ : France entière, hors Mayotte. Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10.

N° indic.	Intitulé		2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)
Différé spécifique																				
14	Allocataires ayant perçu des indemnités supra légales de rupture	nombre	69 000	60 000	55 000	56 000	57 000	60 000	57 000	60 000	61 000	63 000	59 000	62 000	62 000	60 000	51 000	54 000	55 000	42 000
		g.a. en %	-18	-21	-20	-23	-17		4	7	7	5	4	3	2	-5	-14	-13	-11	-30
	- dont concernés par un différé spécifique supérieur à 75 jours	nombre	9 000	10 000	11 000	11 000	10 000	11 000	12 000	12 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	12 000	10 000	10 000	9 000	7 000
	- dont ayant un SJR inférieur à 90 euros	nombre	51 000	43 000	37 000	39 000	40 000	41 000	38 000	41 000	42 000	44 000	40 000	42 000	42 000	39 000	32 000	33 000	35 000	27 000
	- dont ayant un SJR supérieur ou égal à 90 euros	nombre	18 000	17 000	17 000	17 000	17 000	18 000	19 000	19 000	19 000	19 000	20 000	20 000	20 000	21 000	19 000	21 000	20 000	14 000
14 bis	Allocataires concernés par un différé égal à 75 jours	%	5%	5%	5%	6%	5%	5%	5%	5%	5%	4%	4%	5%	4%	4%	3%	6%	5%	4%
	Allocataires concernés par un différé égal à 180 jours	%	8%	11%	13%	13%	11%	11%	13%	13%	11%	11%	12%	10%	11%	4%				
15	Durée moyenne de différé	jours	35	42	47	46	43	44	46	47	42	42	44	41	42	42	42	41	37	37
	Durée moyenne de différé pour les allocataires ayant un SJR inférieur à 90 euros	jours	20	24	26	26	24	25	25	25	23	23	23	23	23	24	23	21	20	20
	Durée moyenne de différé pour les allocataires ayant un SJR supérieur ou égal à 90 euros	jours	79	85	92	92	88	85	88	93	85	84	86	80	81	77	75	73	67	69
16	Part des licenciés économiques, parmi les allocataires concernés par un différé spécifique	%	9%	9%	10%	11%	9%	9%	9%	7%	7%	7%	6%	8%	6%	7%	6%	9%	8%	7%
	Part des ruptures conventionnelles, parmi les allocataires concernés par un différé spécifique	%	53%	56%	54%	55%	56%	60%	58%	59%	59%	60%	60%	62%	60%	60%	60%	59%	60%	60%
	Part des licenciements autres qu'économiques, parmi les allocataires concernés par un différé spécifique	%	28%	27%	29%	27%	27%	25%	27%	23%	23%	22%	24%	22%	23%	23%	23%	23%	22%	23%
	Part des 50 ans ou plus, parmi les allocataires concernés par un différé spécifique	%	24%	26%	28%	27%	27%	28%	29%	28%	27%	28%	28%	28%	28%	26%	28%	29%	30%	28%
Plafonnement du ratio capital/salaire à 75%																				
17	Allocataires plafonnés à 75%	nombre	12 000	15 000	13 000	13 000	17 000	17 000	15 000	13 000	17 000	15 000	14 000	12 000	17 000	1 000				
	Montant moyen d'allocation journalière brute	euros	37,89	39,19	40,26	42,20	38,46	40,56	41,60	41,71	39,17	41,51	40,94	41,60	36,67	45,98				
	Durée moyenne de plafonnement	jours	17	15	17	17	16	16	17	17	16	16	17	16	16	13				
Fins de droit																				
18	Allocataires en fin de droits RAC	nombre	249 000	190 000	217 000	225 000	218 000	202 000	211 000	207 000	204 000	190 000	197 000	202 000	201 000	187 000	191 000	184 000	193 000	181 000
		g.a. en %	-2	-21	-15	-12	-14	6	-3	-8	-6	-6	-7	-2	-1	-2	-3	-9	-4	-3
	Part des allocataires ayant une durée maximale inférieure à 4 mois	%	7,2%	7,6%	13,6%	16,8%	13,6%	15,8%	17,1%	15,6%	13,9%	15,1%	16,7%	15,3%	13,4%	14,0%	16,1%	14,5%	13,1%	13,6%
	Part des allocataires ayant une durée maximale comprise entre 4 et 8 mois	%	30,8%	27,5%	31,6%	29,5%	26,0%	25,3%	31,1%	32,5%	27,7%	27,5%	31,2%	31,8%	28,3%	26,7%	31,6%	32,6%	29,3%	29,2%
	Part des allocataires ayant une durée maximale comprise entre 8 et 12 mois	%	17,2%	15,8%	12,9%	13,5%	14,9%	13,7%	11,6%	13,2%	15,0%	14,0%	12,5%	13,3%	14,0%	13,4%	10,7%	12,4%	13,5%	13,8%
	Part des allocataires ayant une durée maximale supérieure à 12 mois	%	44,8%	49,1%	41,9%	40,1%	45,4%	45,3%	40,2%	38,8%	43,4%	43,5%	39,6%	39,6%	44,3%	45,9%	41,6%	40,5%	44,1%	43,4%
	Part des allocataires de 50 ans ou plus	%	15,0%	14,6%	15,0%	14,7%	14,1%	14,9%	15,4%	14,8%	14,7%	15,5%	16,1%	15,3%	15,5%	16,2%	16,7%	16,1%	15,6%	15,5%

n.d. : non disponible ; g.a. = glissement annuel

Source : Calculs Unédic, FNA, échantillon au 10^{ème}, données brutes.

Champ : France entière, hors Mayotte. Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10.

N° indic.	Intitulé		2014 T1	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2019 T1
	Modulation des contributions	Mesure																					
19	Montants des exonérations CDI < 26 ans	millions d'euros	18,0	19,3	16,5	20,5	22,4	19,1	18,0	20,4	24,4	23,0	20,5	23,2	27,4	25,1	22,6	20,2	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	Montants des majorations	millions d'euros	19,1	13,8	19,1	18,4	18,0	15,6	20,8	19,5	19,7	16,9	21,9	20,3	17,3	14,3	20,9	10,4	5,2	5,2	5,7	5,3	4,6

Source : Unédic

Champ : France entière, hors contributions recouvrées par l'ACOSS au titre des Chèques emploi associatif, des Titres emploi service entreprise, des Titres de travail simplifiés, celles recouvrées par la CCVRP et la Caisse de Prévoyance Sociale de St-Pierre-et-Miquelon. Montants nets des régularisations de majoration pour les CDD transformés en CDI connues à la date d'extraction.

Les montants sont nets des régularisations de majoration pour les CDD transformés en CDI connues à la date d'extraction, en millions d'euros.

METHODOLOGIE DES INDICATEURS 5 A 18

LE CHAMP DES ESTIMATIONS

Champ géographique : L'ensemble géographique « France » comprend la France métropolitaine ainsi que les départements/régions d'outre-mer (DOM), à l'exception de Mayotte.

Champ : Allocataires en ARE, AREF, hors CSP, hors annexes 8 et 10.

LES SOURCES DES ESTIMATIONS

Echantillon du fichier national des allocataires (FNA) au 10^{ème}.

LA METHODE

Admissions : sont comptabilisées, par mois, les ouvertures de droits hors rechargement, perte d'activité conservée et droit d'option, selon la date de l'ouverture de droit.

Rechargements : sont comptabilisés les rechargements de droits selon le trimestre auquel intervient la date d'ouverture du rechargement.

Droit d'option : sont comptabilisés les allocataires ayant fait valoir leur droit d'option de la convention d'Assurance chômage (apprentis et titulaires de contrat de professionnalisation) ainsi que les allocataires ayant exercé leur droit d'option de l'avenant à la convention signé le 25 mars 2015 (allocation journalière inférieure ou égale à 20 € ou pour lesquels le reliquat était inférieur de 30 % au moins à la nouvelle allocation journalière).

Cumul allocation-salaire : sont comptabilisés les allocataires ayant travaillé au moins un jour dans le mois que ceux-ci aient été indemnisés ou non. Les allocataires dits « au cumul » sont les allocataires exerçant un emploi tout en étant indemnisés. Les données trimestrielles correspondent à une moyenne des données mensuelles sur le trimestre arrondies au 10^{ème}.

Effectifs concernés par un différé spécifique : sont comptabilisés les allocataires concernés par un différé « spécifique », calculé en fonction des indemnités de rupture supra légales versées, selon la date de la fin de contrat de travail. En pratique, leur identification se fait à partir des droits pour lesquels une période est non indemnisée en raison du différé spécifique.

Durée du différé spécifique : la durée moyenne du différé mesure le nombre moyen de jours de différé théorique par droit. La durée théorique de différé peut être différente de la durée réellement appliquée. En effet, un demandeur d'emploi inscrit qui retrouve un emploi durable peut se désinscrire en cours de différé.

Age : les statistiques par tranches d'âge sont calculées selon l'âge de l'allocataire à la fin de son dernier contrat de travail.

Fins de droit : sont comptabilisés, par trimestre, les épuisements de droits non suivis par un rechargement.

Montant journalier moyen d'allocation : le montant moyen d'allocation est calculé sur les allocataires indemnisés en fin de trimestre.

PUBLICATION ET REVISION DES SERIES

Les résultats pour un trimestre donné sont publiés au début du quatrième mois suivant la fin de ce trimestre. Les résultats pour le dernier trimestre disponible sont provisoires. Les indicateurs nécessitent en effet un recul de 6 mois pour pouvoir être considérés comme suffisamment stables et définitives.

ANNEXE 1 - RAPPEL DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS DE REGLES EN 2014

Par les mesures en vigueur depuis octobre 2014, la convention d'Assurance chômage du 14 mai 2014 vise à mieux couvrir les demandeurs d'emploi et accroître la part des personnes indemnissables par l'Assurance chômage.

Les droits rechargeables permettent de repousser la fin des droits pour les personnes ayant repris une activité au cours du droit (au moins 150 heures). La convention 2014 aboutit à la disparition des réadmissions à partir d'octobre 2014. Désormais, il n'y a plus que des admissions pour première ouverture de droit, des reprises, des rechargements suite à épuisement de droit ou des ouvertures de droits d'option.

Les conditions de cumul d'un revenu d'activité (salariée ou non) et d'une indemnisation par l'Assurance chômage ont été assouplies en vue d'encourager la reprise d'une activité au cours du droit. Cette mesure contribue à favoriser le rechargement des droits, dans le cas d'une activité salariée. La convention 2014 supprime les anciens seuils de cumul (110 heures de travail, 70% de l'ancien salaire, 15 mois de cumul). Elle modifie le calcul du décalage et supprime la réduction spécifique appliquée au décalage des allocataires de 50 ans ou plus. Désormais, le montant dû correspond à la différence entre le montant d'un mois d'indemnisation et 70 % des revenus d'activité.

La convention 2014 modifie le calcul du différé spécifique pour les indemnités supra-légales de rupture (ISLR) sur deux points : le diviseur qui était auparavant le salaire journalier de référence est remplacé par le montant forfaitaire de 90 € et le différé est plafonné à 180 jours (au lieu de 75 jours) pour tous les allocataires concernés sauf les licenciés économiques.

La convention instaure une nouvelle règle de plafonnement qui impacte la durée maximale de droit. Si le capital d'indemnisation potentielle correspondant à la durée maximale représente plus de 75 % du salaire théorique qui aurait été perçu sur le nombre de jours d'appartenance de la période d'affiliation de référence, la durée maximale est réduite afin que le capital d'indemnisation soit égal à 75 % du salaire théorique.

ANNEXE 2 - RAPPEL REGLEMENTAIRE SUR LA MODULATION DES CONTRIBUTIONS

La part des contributions d'assurance chômage à la charge de l'employeur, au taux de 4 %, est majorée pour les contrats de travail à durée déterminée (CDD) conclus pour surcroît d'activité et les CDD dits « d'usage ». Elle est augmentée de :

- ▶ 3,0 pts pour les contrats de travail pour surcroît d'activité d'une durée inférieure ou égale à 1 mois ;
- ▶ 1,5 pt pour les contrats de travail pour surcroît d'activité d'une durée supérieure à 1 mois et inférieure ou égale à 3 mois ;
- ▶ 0,5 pt pour les contrats de travail dits d'usage d'une durée inférieure ou égale à 3 mois.

La majoration de la part des contributions à la charge de l'employeur n'est pas due lorsque le salarié est embauché par l'employeur en CDI à l'issue du CDD.

En outre, la part patronale des contributions est exonérée en cas d'embauche en CDI d'un salarié de moins de 26 ans, dès lors que le contrat se poursuit au-delà de la période d'essai. L'employeur est exonéré du paiement de la part de la contribution à sa charge pendant 3 mois dans les entreprises de 50 salariés ou plus, pendant 4 mois dans les entreprises de moins de 50 salariés.

En lien avec la convention 2017, une augmentation exceptionnelle temporaire de 0,05 point est mise en place à partir du 1^{er} octobre 2017 pour une durée maximale de 3 ans. Par ailleurs, les dispositions de l'accord interprofessionnel de 2013 sur la modulation des contributions sont supprimées, à l'exception de la sur-contribution relative aux CDD d'usage de 3 mois ou moins qui est maintenue pour une période de 18 mois.